L'ADMINISTRATION PUBLIQUE: ŒILLÈRES COGNITIVES ET RISQUES D'ILLUSION DANS LA PRATIQUE, LA VÉRIFICATION ET LA RECHERCHE

PRÉSENTATION DE HARVEY L. MEAD LE 27 SEPTEMBRE 2013

L'OBSERVATOIRE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ÉCOLE NATIONALE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE « QUELLES RECHERCHES POUR QUELLE ACTION »

OBJECTIFS DU COLLOQUE

HLM UN HYBRIDE

ENTRE PRACTICIEN, CHERCHEUR ET INTERVENANT EXTERNE, UNE LONGUE EXPÉRIENCE DES DÉFIS ET DES ÉCHECS DES COMMUNICATIONS

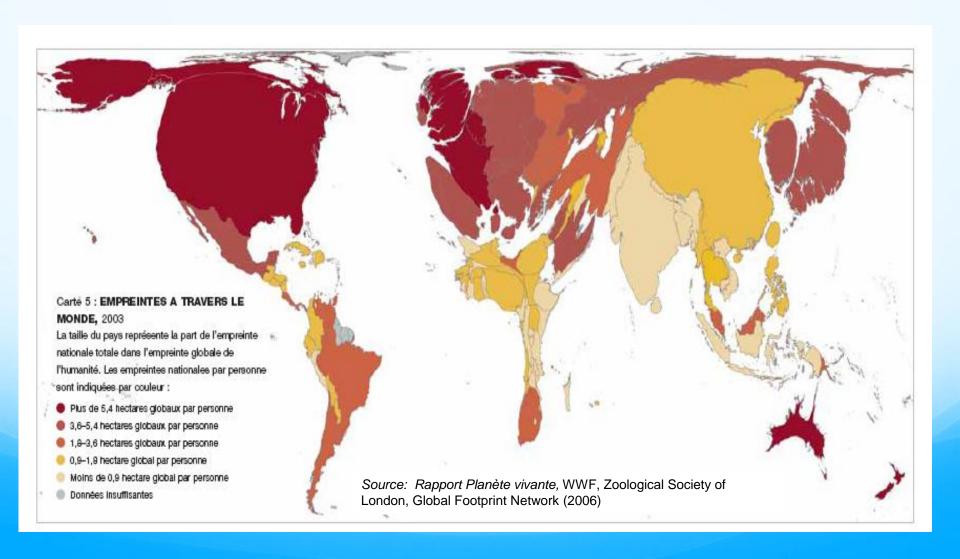
- SOUS-MINISTRE ADJOINT: LA TABLE RONDE
- COMMISSAIRE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ADJOINT: EMPREINTE ET IPV
- AUTEUR ET CHERCHEUR INDÉPENDANT
- 45 ANS PRÉSIDENT D'UN GROUPE VISANT L'INTÉGRATION DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE DÉVELOPPEMENT

- ORGANISMES CONSULTÉS POUR LE COLLOQUE ET MEMBRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE DÉVELOPPEMENT DURABLE:
 - À PEU PRÈS LES MÊMES
- PRATICIENS, VÉRIFICATEURS, CHERCHEURS: AUTONOMIE OU MYOPIE (ŒILLÈRES)?

ENJEUX ÉTHIQUES...

- LA PRODUCTION DE CONNAISSANCES SUR L'ACTION PUBLIQUE: PAS NEUTRE POLITIQUEMENT
 - INVESTISSEMENTS ÉNORMES DANS LE MODÈLE ÉCONOMIQUE ACTUEL, CELA DEPUIS 75 ANS
- DES TENSIONS QUANT À LA DÉFINITION MÊME DES OBJECTIFS DES POLITIQUES PUBLIQUES
 - DISTRIBUTION ÉQUITABLE;
 - RECONNAISSANCE DU CADRE ÉCOLOGIQUE PLANÉTAIRE?
 - CROISSANCE ÉCONOMIQUE, BIEN-ÊTRE OU PROSPÉRITÉ? – UNE CONFUSION

EMPREINTE ÉCOLOGIQUE DE L'ENSEMBLE DES PAYS



ÉVALUER LES RISQUES: LES RUMEURS

RISQUE D'UNE « ILLUSION DE CONTRÔLE »

« IL SUFFIT DE SE BRANCHER SUR LE FLOT CONTINU DES NOUVELLES ALIMENTÉ PAR LES TÉMOIGNAGES-CHOC ... POUR RÉALISER AVEC LUCIDITÉ QUE LES PROMESSES LIÉES À L'AUDIT DANS LE SECTEUR PUBLIC SONT MENACÉES DE SE TRANSFORMER EN ILLUSION. »

(MALSCH ET TREMBLAY, 2013)

ENTENDONS-NOUS PARLER DE « CORRUPTION »?

LES RISQUES GLOBAUX

DAVOS: GLOBAL RISKS 2013

THÈME DU FORUM ÉCONOMIQUE MONDIALE 2013 : DYNAMISME RÉSILIENT...

GLOBAL RISKS LANDSCAPE 2013 (figure 2, page 5)



RISQUES LES PLUS PROBABLES

- 1. INÉGALITÉS DE REVENUS ÉLEVÉES
- 2. DÉFICITS BUDGÉTAIRES CHRONIQUES
- 3. AUGMENTATION DES GAZ À EFFET DE SERRE
- 4. CRISES LIÉES À L'EAU
- 5. MAUVAISE GESTION DU VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

RISQUES POUVANT AVOIR LE PLUS D'IMPACT

- 1. CRISE FINANCIÈRE MAJEURE
- 2. CRISES LIÉES À L'EAU
- 3. DÉFICITS BUDGÉTAIRES CHRONIQUES
- 4. PÉNURIES ALIMENTAIRES
- 5. DIFFUSION D'ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE

Source: DAVOS p.20; Les Échos le 15 janvier 2013, p.14

ENTENDONS-NOUS PARLER DE PROBLÈMES DANS LES PROCÉDÉS?

COMMISSION SUR LA MESURE DES PERFORMANCES ÉCONOMIQUES ET DU PROGRÈS SOCIAL

(STIGLITZ, SEN, FITOUSSI 2009)

MISSION

- DÉTERMINER LES LIMITES DU PIB EN TANT QU'INDICATEUR
- RÉEXAMINER LES PROBLÈMES RELATIFS À SA MESURE
- IDENTIFIER LES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES
- ÉVALUER LA FAISABILITÉ DE NOUVEAUX INSTRUMENTS DE MESURE
- DÉBATTRE DE LA PRÉSENTATION APPROPRIÉE DES INFORMATIONS

RAPPORT

- INSATISFACTION PAR RAPPORT AUX INFORMATIONS STATISTIQUES DISPONIBLES
- SYNTHÈSE EN DOUZE RECOMMANDATIONS
 - QUESTIONS CLASSIQUES RELATIVES AU PIB
 - QUALITÉ DE LA VIE
 - DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT

LE RECOURS AU PIB COMME GUIDE EST EXTRÊMEMENT DÉFICIENT

ON SENT UN PROBLÈME

« ÉCART PRONONCÉ ENTRE, D'UNE PART, LES MESURES HABITUELLES DES GRANDES VARIABLES SOCIO-ÉCONOMIQUES COMME LA CROISSANCE, L'INFLATION, LE CHÔMAGE, ETC.. ET, D'AUTRE PART, LES PERCEPTIONS LARGEMENTS RÉPANDUES DE CES RÉALITÉS »

(STIGLITZ 2009)

ENVIRONNEMENT, ÉCONOMIE, DÉVELOPPEMENT

PRESQUE UNE ANECDOTE

- UNE VÉRIFICATION EN 2006: LES DÉPOTOIRS
- UNE VÉRIFICATION EN 2007: LA CONSOMMATION

« ANNUELLEMENT, LA GÉNÉRATION DE MATIÈRES RÉSIDUELLES NE CESSE DE CROÎTRE. SELON RECYC-QUÉBEC, CE PHÈNOMÈNE EST LIÉ À LA SANTÉ ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC, PARTICULIÈREMENT À LA CROISSANCE IMMOBILIÈRE ET AUX GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURES. LA CONSOMMATION DES QUÉBÉCOISES ET DES QUÉBÉCOIS EST TOUJOURS PLUS GRANDE ET LE VOLUME DES VENTES DU COMMERCE AU DÉTAIL AUGMENTE. »

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT

LE MILIEU DE L'ENVIRONNEMENT (ICI, LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL EN 2006 QUI PENSE VÉRIFIER LA GESTION ENVIRONNEMENTALE) AGIT AINSI DEPUIS 50 ANS: ON ESSAIE DE REMÉDIER AUX IMPACTS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE.

LA VÉRIFICATION DE 2007 MONTRE QUE C'EST L'IMPASSE.

SI LE CDD UTILISAIT L'IPV...

LE CADRE DE GESTION LÉGISLATIF DU QUÉBEC

- LOI SUR L'ADMINISTRATION PUBLIQUE (LAP) -2000
- LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE (LAF) –
 2000
- LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (LDD) –
 2006

SEULE LA LDD TRAITE DU DÉVELOPPEMENT DIRECTEMENT, LES DEUX AUTRES LOIS ÉTANT EN SOUTIEN.

L'ÉTAT ET LE DÉVELOPPEMENT

- A LAP ENCADRE UN PROCESSUS DE PLANIFICATION TRIENNALE
 - ADMINISTRÉ PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF
- LA LDD ENCADRE UN PROCESSUS DE PLANIFICATION QUINQUENNALE
 - ENCADRÉ PAR LE MDDEFP

DÉDOUBLEMENT ET CONTOURNEMENT

- LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2007-2013 (SGDD)
 - 9 ORIENTATIONS, 29 OBJECTIFS
 - COUVRENT L'ENSEMBLE DES SPHÈRES DU DÉVELOPPEMENT, OU PRESQUE
- LE BUDGET
 - CONCRÉTISE LES PLANS STRATÉGIQUES ET COUVRE TOUTES LES SPHÈRES DU DÉVELOPPEMENT
 - LE DÉVELOPPEMENT DURABLE EST L'ENVIRONNEMENT ET COUVRE UNE PARTIE INFIME DE L'ENSEMBLE

Secrétariat aux priorités et aux projets stratégiques

Troisième exercice d'élaboration des plans stratégiques

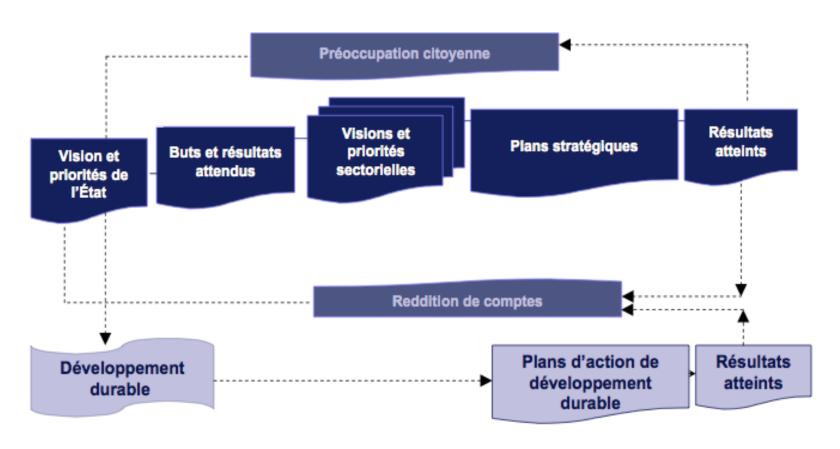
Contexte, enjeux et encadrement

Journée d'information : Planification stratégique et plan d'action de développement durable

Le 14 février 2008



Plans stratégiques et plans d'action de développement durable



Recommandations des parlementaires

Dix-neuvième rapport sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics Commission de l'administration publique - Décembre 2007

- Formulation d'objectifs clairs et mesurables permettant l'établissement d'indicateurs significatifs
- Définition de cibles précises qui permettent d'évaluer le degré de réalisation des orientations stratégiques de l'organisation
- Définition de cibles intermédiaires facilitant la reddition des comptes
- Utilisation d'indicateurs de performance permettant la comparaison avec d'autres organisations, le reste du Canada ou d'autres pays



STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE: OUTIL QUI CONTOURNE

- AUCUN OBJECTIF CLAIR ET MESURABLE
- PAS DE CIBLES PRÉCISES
- PAS DE CIBLES INTERMÉDIAIRES
- PAS DE CALENDRIER DE RÉALISATION
- PAS D'INDICATEURS DE PERFORMANCE

FRUIT DU TRAVAIL DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (CIDD)

ÉCONOMIE ET DÉVELOPPEMENT

L'ENSEMBLE DES PRACTICIENS ET DES VÉRIFICATEURS ET BON NOMBRE DES CHERCHEURS NE DISTINGUENT PAS LE « DÉVELOPPEMENT DURABLE » DE L'ENVIRONNEMENT.

ILS MONTRENT UN SENS DU DÉVELOPPEMENT QUI LE RESTREINT À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.

UN MODÈLE ÉCONOMIQUE À LA BASE DE TOUT

PRIORITÉS ET ENJEUX GOUVERNEMENTAUX 2013

- INTÉGRITÉ, PROSPÉRITÉ, IDENTITÉ, SOLIDARITÉ
- ENJEUX
 - SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES
 - DÉVELOPPEMENT DURABLE
 - CHANGEMENTS CLIMATIQUES
 - VITALITÉ ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
 - SAINE GESTION DES RESSOURCES
 - QUALITÉ DES SERVICES AUX CITOYENS
 - SIMPLIFICATION DE L'ACCÈS AUX SERVICES
 - ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE

MANDAT FINANCES QUÉBEC

- LOI DU MINISTÈRE
 - FAVORISER ET SOUTENIR LA CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE
- « CONDITIONS INSTITUTIONNELLES » DU MFQ
 - (i) PRÉPARER ET PRÉSENTER À L'ASSEMBLÉE NATIONALE LE DISCOURS SUR LE BUDGET QUI ÉNONCE LES ORIENTATIONS EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE, FISCALE, BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT
 - (ii) ÉTABLIR ET PROPOSER AU GOUVERNEMENT LE NIVEAU GLOBAL DES DÉPENSES
 - SOURCE: http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/page.asp?sectn=2&contn=86

(i) ORIENTATIONS

- PLANIFIER ET GÉRER LE CADRE FINANCIER
- FORMULER LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES
- PRODUIRE LE CADRE ÉCONOMIQUE
- PRÉVOIR LES REVENUS AUTONOMES

(ii) NIVEAU DES DÉPENSES

- CONSEILLER EN MATIÈRE DE POLITIQUES ÉCONOMIQUE, FISCALE ET SOCIALE
- ÉLABORER DES POLITIQUES ET DES STRATÉGIES AFIN DE:
 - ACCROÎTRE LE DÉVELOPPEMENT ET LA COMPÉTITIVITÉ
 - FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

AUCUNE MENTION DE L'ENVIRONNEMENT, QUI EST UNE EXTERNALITÉ

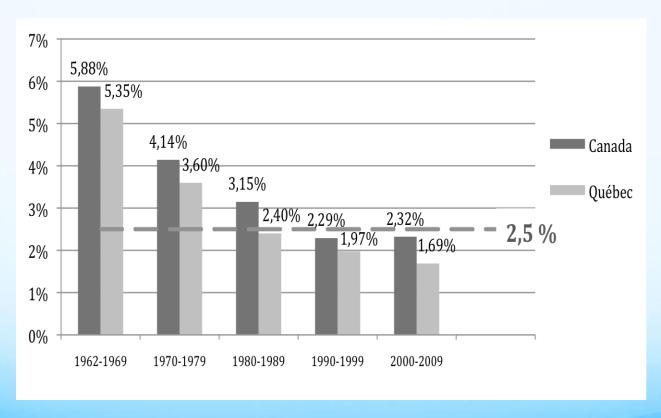
AMBIGUÏTÉ DU TERME « DÉVELOPPEMENT »

- LDD ET SGDD LE RÉSULTAT D'UN LONG PROCESSUS DE SUIVI DE LA COMMISSION BRUNDTLAND
- LE DÉVELOPPEMENT POUR LE MFQ ENCADRÉ PAR UN MODÈLE ÉCONOMIQUE BIEN ANTÉRIEUR À BRUNDTLAND ET POUR LEQUEL LA LAP SUFFIT
- LE « DÉVELOPPEMENT » UN ÉNORME DÉFI AMBIGU: IL EST FINALEMENT ÉCONOMIQUE, ET L'ENVIRONNEMENT EST GÉRÉ DE FAÇON EXTERNE, CONTRAIREMENT AUX IDÉES DE BRUNDTLAND, DE L'ÉCONOMIE ÉCOLOGIQUE, DU BON SENS.

LA PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

- COMPORTE DONC
 - UN OBJECTIF DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE;
 - UNE PLANIFICATION EN FONCTION DE CETTE CROISSANCE TELLE QUE PERÇUE;
 - UN RECOURS AU PIB COMME INDICATEUR PHARE;
 - UN DISCOURS QUI PARLE DE TOUT.
- CE FAISANT, ELLE
 - NE TIENT AUCUNEMENT COMPTE DU RAPPORT STIGLITZ;
 - NE RECONNAÎT PAS LES LIMITES PLANÉTAIRES;
 - NE TIENT COMPTE QU'INDIRECTEMENT DE LA SGDD ET DU VÉRITABLE DÉVELOPPEMENT.

TAUX DE CROISSANCE CANADA ET QUÉBEC 1962-2009



Graphique fait à partir de données du livre L'indice de progrès véritable du Québec: Quand l'économie dépasse l'écologie, Harvey L. Mead, avec collabration de Thomas Marin (MultiMondes 2011)

Lignes directrices CONSEIL EXÉCUTIF 2013

Les étapes de l'approbation gouvernementale du projet de plan stratégique sont (p. 7-10) :

Transmission officielle au MCE Analyse du projet MCE-SCT-MFE Cabinet de la PM Approbation Conseil du trésor Conseil des ministres

60 jours (MO assujettis à la LAP)

L'INDICE DE PROGRÈS VÉRITABLE (IPV): DES « CORRECTIONS » AU PIB

IPV ET PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT

- PARTIE I: AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
 - AIRES PROTÉGÉES, AGRICULTURE, FORESTERIE, PÊCHES, AIR, EAU, URBANISATION, EXPLOITATION MINIÈRE
- PARTIE II: ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES INDÉPENDANTES DU TERRITOIRE LUI-MÊME
 - TRAVAIL, CHÔMAGE, TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ
 - QUESTIONS DÉMOGRAPHIQUES
- ÉLÉMENT COUVRANT LES DEUX
 - CHANGEMENTS CLIMATIQUES
- PARTIE III: FINALITÉ DU DÉVELOPPEMENT
 - SANTÉ ET ÉDUCATION
 - ENDETTEMENT PRIVÉ ET DU GOUVERNEMENT

CORRECTION DU PIB 1

CONDITIONS DU DÉVELOPPEMENT

- ÉTABLISSEMENT D'AIRES PROTÉGÉES COMME MESURE DE CONTRÔLE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE
- AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE FORESTIER
- AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE AGRICOLE
- COÛT DE LA POLLUTION DE L'EAU
- ÉTABLISSEMENTS HUMAINS: COÛT DE L'URBANISATION
- COÛT DE LA MAUVAISE ORIENTATION DES INFRASTRUCTURES
- COÛT DE LA POLLUTION DE L'AIR DANS LES VILLES
- COÛT DE LA PERTE DU CAPITAL NATUREL PAR L'ACTIVITÉ MINIÈRE
- COÛT DE LA MAUVAISE GESTION DES PÊCHES

CORRECTION DU PIB 2

ACTIVITÉ PRODUCTIVE: L'ÉCONOMIE AU SENS LARGE

- EFFETS PERVERS DE LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE
- CONTRIBUTION DU TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ
- COÛTS SOCIAUX DU CHÔMAGE
- COÛT DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

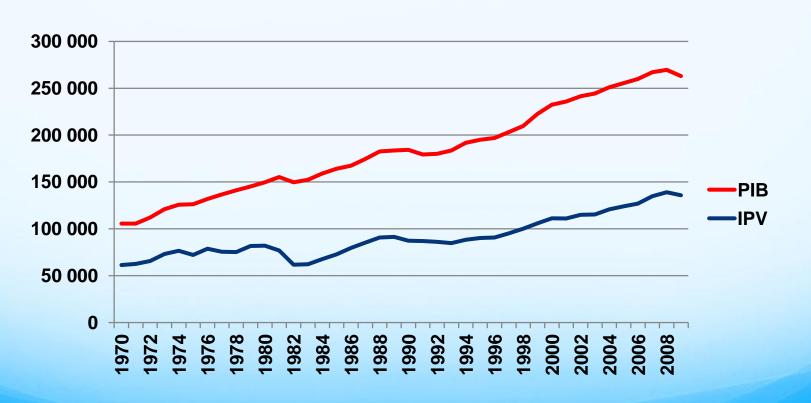
CORRECTION DU PIB 3

FINALITÉ DU DÉVELOPPEMENT: CONSOMMATION, BIEN-ÊTRE:

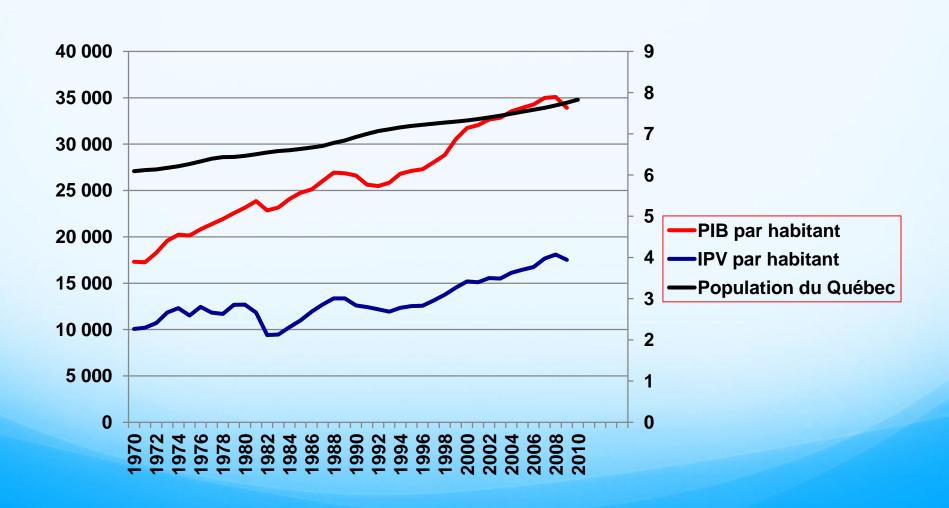
- DÉPENSES PERSONNELLES DU PIB À LA BASE DE L'IPV
- ENDETTEMENT DES MÉNAGES ET DU GOUVERNEMENT
- SANTÉ ET BIEN-ÊTRE
- DÉFIS DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION

RECOURIR À L'IPV PLUTÔT QU'AU PIB

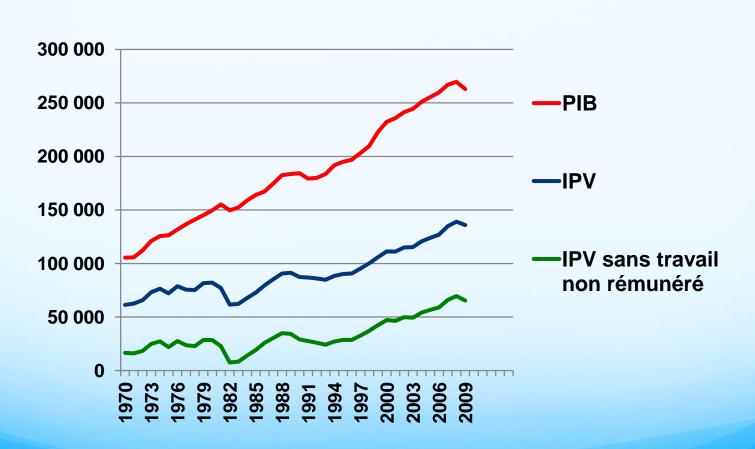
LE PIB « CORRIGÉ » PAR LA « COMMISSION MEAD » (M\$ 2002)



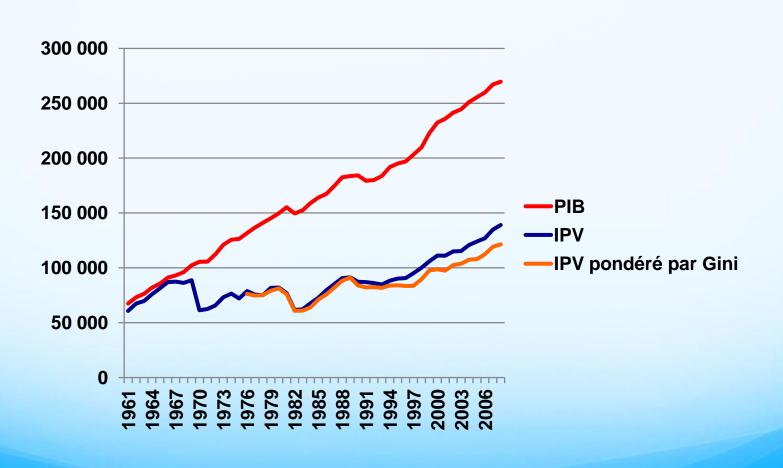
PIB ET IPV PAR HABITANT (M\$ 2002)



LE PIB, L'IPV ET LA TRANSITION (M\$ 2002)



PIB ET IPV AJUSTÉS POUR L'INÉGALITÉ (M\$ 2002)



L'ÉCHELLE DE NOS ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

EMPREINTE ÉCOLOGIQUE DU QUÉBEC PRODUIT PAR LE COMMISSAIRE MEAD

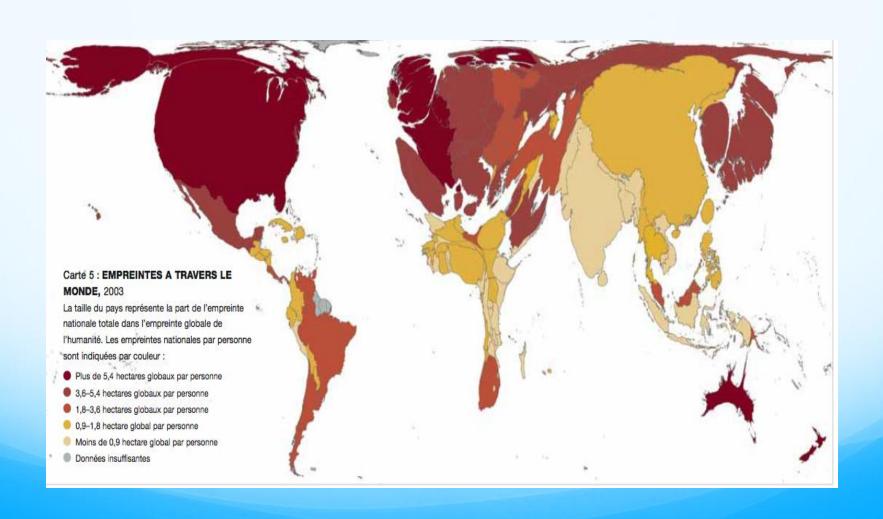
Empreinte écologique en 2003 (en hectares globaux par habitant)

| | Canada | Québec |
|------------------|--------|--------|
| Terres cultivées | 1,14 | 1,14 |
| Pâturages | 0,40 | 0,37 |
| Forêts | 1,16 | 1,55 |
| Pêches | 0,15 | 0,15 |
| Terrains bâtis | 0,18 | 0,35 |
| Énergie | 4,58 | 2,39 |
| Empreinte totale | 7,61 | 5,95 |

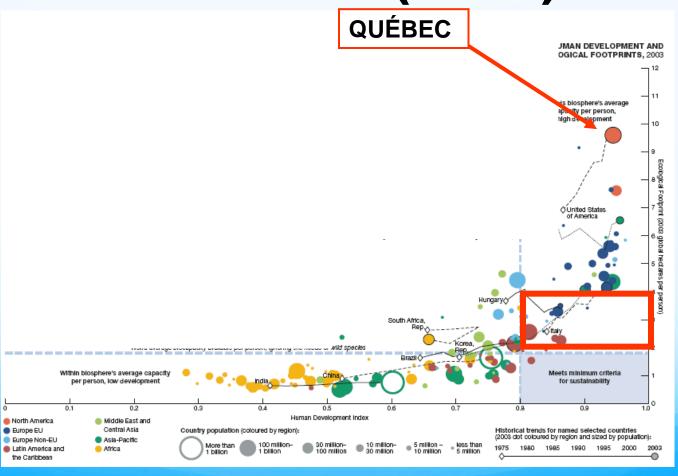
RAPPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC À L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR L'ANNÉE 2007-2008: RAPPORT DU COMMISSAIRE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE, ANNEXE – L'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE DU QUÉBEC

http://www.vgg.gouv.gc.ca/fr/fr_publications/fr_rapport-annuel/fr_2007-2008-T2/fr_Rapport2007-2008-T2-Annexe.pd

LA PLANÈTE OBÈSE



EMPREINTE ÉCOLOGIQUE ET INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN (ONU)

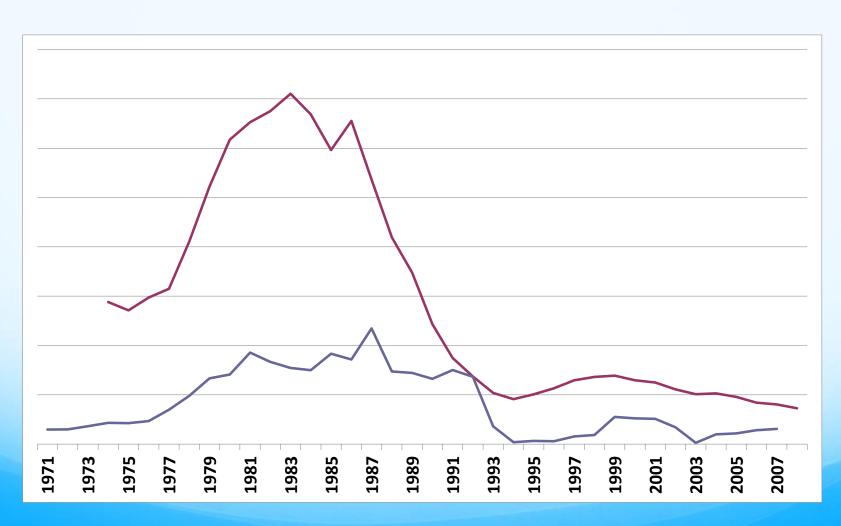


POUR CONCLURE: LES ŒILLÈRES FACE AUX RUMEURS

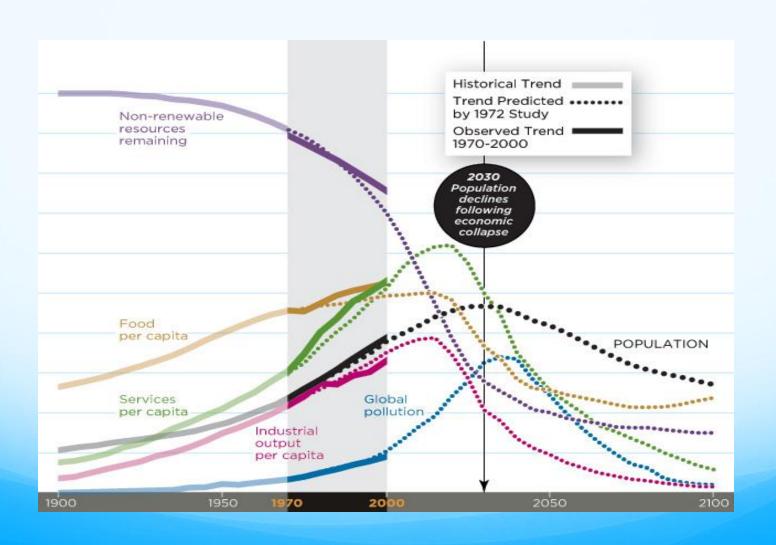
RÉCAPITULATION

- L'IPV ET L'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE INDIQUENT QUE LE « DÉVELOPPEMENT » DU QUÉBEC
 - EST ENVIRON LE TIERS DE CE QUI EST INDIQUÉ PAR LE PIB
 - EXIGE TROIS FOIS LA CAPACITÉ DE SUPPORT DE LA PLANÈTE SUR UNE BASE ÉQUITABLE
 - ET FOURNIT DONC POUR TROIS FOIS TROP DE CONSOMMATION DE RESSOURCES DEUX-TIERS DE MOINS QUE CE QUI PARAÎT ACQUIS.
- LE « DÉVELOPPEMENT » DU QUÉBEC DES 40
 DERNIÈRES ANNÉES N'EST PAS « DURABLE ».

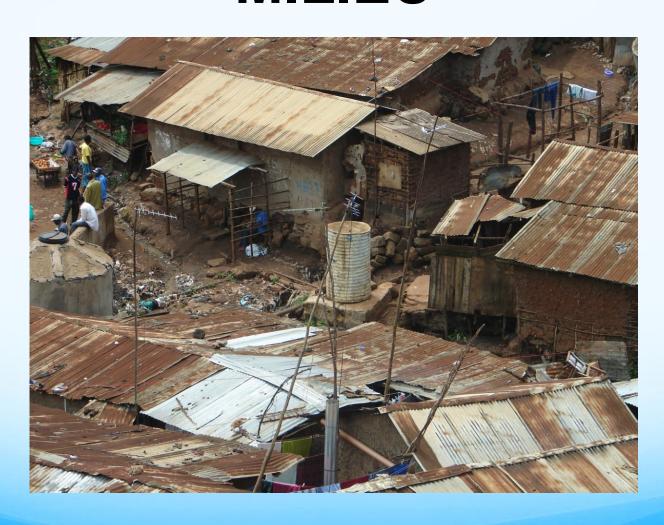
DONNÉES PHYSIQUES, DONNÉES ÉCONOMIQUES



LIMITES À LA CROISSANCE: 1970-2030



L'ÊTRE HUMAIN DANS SON MILIEU



L'ÊTRE HUMAIN DANS SON MILIEU

